



**Syndicat National de la DGFIP-FORCE OUVRIERE**

**Section de la Haute Loire**

**17, rue des moulins – BP351**

**43012 LE PUY EN VELAY CEDEX**

**fo.ddfip43@dgfip.finances.gouv.fr**

**Site local : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/043/>**

Le Puy en Velay, le 14 Avril 2023,

## **Compte rendu de la Formation Spécialisée (FS)** **du 4 avril 2023**

À l'ordre du jour de ce Comité Social d'Administration Local (CSAL) – Formation Spécialisée (FS) la Direction avait inscrit à l'ordre du jour :

- 1 – Élection du secrétaire administratif de séance
- 2 – Communication du règlement intérieur (pour avis)
- 3 – Approbation du PV CHSCT du 13/12/2022 (pour avis)
- 4 – Présentation de la note d'orientation (pour information)
- 5 – Fiches de signalement, évacuation incendie, accidents de service et registre SST (pour information)
- 6 – Budget 2023 (pour avis)
- 7 – Questions diverses.

En préambule, les représentants **FO-DGFIP 43** ont lu la déclaration liminaire suivante :

*« Monsieur le Président,*

*Depuis plusieurs semaines maintenant, les salariés du privé comme du public sont mobilisés contre la réforme des retraites. Cette réforme, qui impose à tous de travailler deux ans de plus, est profondément injuste.*

*Rejetée par une grande majorité de la population, et par la quasi-totalité des actifs, et malgré une intersyndicale inédite, le gouvernement fait le choix de la brutalité et du déni, en préférant passer par l'article 49-3, après avoir usé de tous les artifices constitutionnels pour limiter les discussions.*

**FO-DGFIP 43** exige l'abandon immédiat de cette réforme, l'ouverture d'une réelle concertation avec les organisations syndicales et qu'un réel dialogue social soit mis en oeuvre.

*Dans le climat actuel où le dialogue social n'existe plus, où les organisations syndicales sont considérées comme des pestiférés, persona non grata, nous serions en droit d'attendre de notre direction plus de considération pour les instances de dialogue social, et pour les représentants élus du personnel. Ne serait-ce qu'en transmettant en*

*temps et en heure les documents soumis pour avis!*

*En effet, nous sommes réunis aujourd'hui pour ce premier CSAL-FS, remplaçant des CHSCT. Or depuis le 1er janvier, date de prise de fonction des nouvelles instances, il n'y a à ce jour aucun règlement intérieur d'établi.*

*Si ce point est inscrit à l'ordre du jour, nous n'avons eu aucun document présentant le projet de règlement intérieur. Règlement qui doit être présenté pour AVIS.*

*Or, comment donner son avis sur un document dont nous ignorons la teneur et le contenu ?!*

*Il en est de même pour le budget 2023, soumis pour avis, et dont nous n'avons aucun document préparatoire. Hormis des devis pour des formations.*

*C'est pourquoi **FO-DGFIP 43** demande le report des points 1, 2 et 6 du présent ordre du jour.*

Enfin, **FO-DGFIP 43** réaffirme son exigence d'une vraie revalorisation du point d'indice à la hauteur de l'inflation, du recrutement d'agents titulaires. **FO-DGFIP 43** exige l'arrêt des suppressions de postes, et l'arrêt des restructurations incessantes.

Pour finir, **FO-DGFIP 43** apporte tout son soutien aux collègues du centre des finances de Bron, victime d'un incendie criminel. »

En réponse à notre liminaire, le Directeur accède à notre demande de reporter le point concernant le règlement intérieur ainsi que celui de l'élection d'un secrétaire administratif de séance pérenne. En effet, le règlement intérieur type de CSAL/FS n'est pas encore élaboré dans notre ministère. Après tout, cela ne fait que 3 mois que cette instance existe.... D'après la Direction, ce règlement intérieur ne serait de toute façon pas amendable. Les représentants **FO-DGFIP 43** se sont offusqués de cette remarque puisque ce point est présenté pour avis et si aucun amendement ne peut être discuté, cela ressemble à un monologue ! L'Inspecteur de Sécurité et Santé au Travail (ISST) nuance l'information de la Direction : certains changements pourraient être demandés et validés par Bercy si cela est bien argumenté.

Pour ce qui est de la réforme des retraites et notamment le report de l'âge légal de départ à la retraite de 62 à 64 ans, le Directeur dit qu'il n'y peut rien. La médecin de prévention indique quand même qu'à cet âge, les contraintes posturales, psychologiques et problèmes visuels peuvent être fortement accentués. Pour **FO-DGFIP 43**, cela confirme bien que cette réforme est loin d'être anodine et ne consiste donc pas à de simples efforts à faire mais à de gros efforts physiques et psychologiques.

### **1 – Élection du secrétaire administratif de séance**

Ce point est reporté. Un secrétaire temporaire a été désigné pour la séance de ce jour. Un secrétaire sera désigné jusqu'aux prochaines élections professionnelles lorsque le règlement intérieur sera présenté.

### **2 – Communication du règlement intérieur (pour avis)**

Ce point est aussi reporté dans la mesure où nous ne disposons pas encore du règlement intérieur type.

### **3 – Approbation du PV CHSCT du 13/12/2022 (pour avis)**

Le PV a été adopté à l'unanimité.

### **4 – Présentation de la note d'orientation (pour information)**

L'ISST nous présente la note d'orientation pour l'année 2023.

Tout d'abord, il explique le fonctionnement des nouvelles instances : le CSAL est une instance unique qui est le fruit de la fusion des CTL et CHSCT. La FS est un organe consultatif spécialisé qui accompagne cette unique instance dans certains travaux spécifiques. Des formations seront mises à dispositions des élus et représentants. Des crédits budgétaires sont alloués à l'instance selon 3 niveaux :

- enveloppe « locale » calculée au prorata des effectifs : pour la Haute-Loire il s'agirait de 28 432€
  - enveloppe « régionale » pour les formations « hygiène et sécurité », si ce n'est pas suffisant, un complément pourra être pris dans la première enveloppe (5 314€ pour le 43)
  - enveloppe nationale pour des projets pouvant être présentés par les Directions.
- La réserve est passée de 6 % à 9 %

La note d'orientation prévoit 7 leviers :

- 1) Améliorer la prévention primaire avec un animateur de politique ministérielle de prévention (APMP). Pour la Haute-Loire, il s'agit de Corinne FERELLE.
- 2) Développer une approche organisationnelle du télétravail : les risques liés au télétravail seront abordés lors du recensement des risques en 2023. La Direction, suite à notre demande, affirme qu'il n'y a pas d'objectif du taux de télétravailleurs actuellement.
- 3) Développer la culture de prévention par une politique de formation et d'information
- 4) Renforcer le suivi des accidents de service par des visites (utilisation d'un kit d'analyse)
- 5) Prévenir les risques de désinsertion professionnelle des agents avec des visites de pré-reprises suite à des absences longues (pour maladie ou autres). Les représentants **FO-DGFIP 43** ont mis l'accent sur les

personnes ayant été en congé maternité qui n'ont pas systématiquement de visite de pré reprise de la part des chefs de service.

6) Maîtriser les risques d'amiante (surtout s'il doit y avoir des travaux)

7) Accompagner les impacts du changement climatique et la sobriété énergétique. Pour **FO-DGFIP 43**, il faut prendre le problème à la racine. Plutôt que de baisser le chauffage plus que de raison dans les bureaux, une réflexion sur l'isolation des bâtiments doit être menée sérieusement. La Direction nous informe que des dépenses vont être engagées pour cartographier les bâtiments concernant les déperditions de chaleur (passages de drones ou caméra thermiques). Par ailleurs, la piste du tri des papiers et ordures sur chaque site est soulevée.

## **5 – Fiches de signalement, évacuation incendie, accidents de service et registre SST (pour information)**

Suivi des fiches de signalement : il y a eu 2 fiches de signalement en 2021, 4 en 2022 et 2 nouvelles fiches de signalement ont été faites cette année. La Direction nous informe que toutes ont fait l'objet de suites par courrier. Un suivi par la médecin de prévention est également prévu et réalisé. **FO-DGFIP 43** réitère l'intérêt de ces fiches de signalement qui permettent de constituer un point de départ à des agissements qu'ils soient plus ou moins grave.

Évacuation incendie : Aucun nouveau rapport ne nous est présenté. Il est demandé à ce que toutes les évacuations incendie y compris celles qui ne constituent pas un exercice comme lors de la dispersion de fumée à Terrasson fassent l'objet d'un rapport. L'ISST se joint à notre demande. De nouveaux exercices devraient avoir lieu sur chaque site.

Accidents de service : 6 accidents de service ont été dénombrés en 2021 qui ont entraîné 178 jours d'arrêt de travail, 7 en 2022 suivi de 46 jours d'arrêt de travail et aucun accident de service en 2023.

Registre SST : aucune nouvelle inscription sur les registres SST, il reste l'ascenseur du site de Terrasson pour lequel une intervention est programmée prochainement (17 avril 2023 à priori).

Pour le site d'Yssingaux, les toilettes sont toujours équipées de sèche mains à serviette. Plusieurs demandes ont été faites par les agents pour changer ces distributeurs et la Direction nous informe que le marché est prévu pour le moment comme cela. Les représentants **FO-DGFIP 43** précisent que les sèches mains se bloquent souvent ce qui ne permet pas à la serviette de se dérouler normalement. Le distributeur est cassé et dysfonctionne souvent. Une solution devrait être proposée suite à une visite du service logistique.

Un point concernant les arrêts de travail pour la prochaine instance est demandé.

Concernant les ruptures conventionnelles, deux sont effectives pour le moment et une demande n'a finalement pas abouti.

## **6 – Budget 2023 (pour avis)**

Tout d'abord, les représentants **FO-DGFIP 43** demandent à ce que ce point ne soit pas voté puisqu'aucun budget ni montant d'enveloppe ne nous ont été présentés en amont de cette instance.

La Direction n'accède pas à notre demande et présente ses chiffres.

Les dépenses pour formation sont désormais gérées au niveau régional. Le budget pour notre département est de 5 314€. Il sera sûrement dépassé mais sera comblé par le budget local. Il a été décidé que la formation des « gestes qui sauvent » soit annulée puisqu'elle ne dure que 2 heures et présente des bases trop basses de secours. Concernant la formation « évacuation incendie », une session devrait avoir lieu sur les sites d'Yssingaux, de Brioude et du Puy (Terrasson). Des rappels pour les inscriptions à toutes les formations où il manque des participants devraient être faits.

Le budget au niveau local est réservé à l'amélioration des conditions de travail. Le département de la Haute-Loire dispose d'un budget de 31 244€ mais une réserve de 9% est appliquée (contre 6 % auparavant). Nous disposons donc finalement de 28 432€. Cela a été dénoncé par les représentants **FO-DGFIP 43**.

Les dépenses prévues se répartissent comme suit :

Consultations psychologues : 3 000€

Casques téléphoniques : 2 000€

BAES (blocs pour sorties de secours) : 500€

Extincteurs : 500€

Aménagements de postes (sur prescription médicale) : 8 000€

Lingettes, gels hydroalcoolique : 300€

Soit un total de 14 300€.

La Direction souhaite rajouter 8 000€ au titre de changements de stores sur plusieurs sites. Les représentants **FO-DGFIP 43** considèrent que ces dépenses concernent normalement le budget de la Direction puisqu'il s'agit de l'entretien des bâtiments. Nous mettons donc un bémol sur cette dépense qui n'est à ce stade pas retenue.

Les représentants **FO-DGFIP 43** se sont abstenus lors du vote puisque les documents ont été fournis seulement lors de la discussion de ce point et encore, à notre demande !

## **7 – Questions diverses**

- Des comités médicaux (un par catégorie) se réunissent afin de se prononcer sur des dossiers d'agents en arrêt maladie. Les représentants du personnel doivent y siéger. Aussi, lors du CSAL-FS, FO-DGFIP 43 a posé la question des modalités de désignation des représentants du personnel : la direction n'a pas su nous dire combien de représentants devaient être désignés dans ces comités, ni la ventilation donc des sièges (ils vont se renseigner). Par ailleurs, nous n'avons aucune information sur l'existence de formations à destination des représentants du personnel ; pourtant le sujet est important : les commissions de réforme que nous avons connues ont bel et bien disparu ! Cette situation est à l'image de tout le reste : nous sommes bien dans une politique de sabotage du secteur public !

- Concernant les visites de site, deux sont prévues en 2023 : Brioude fin juin et le SAPF suite à sa création sur le dernier trimestre de l'année.

- Il a été demandé à ce que les représentants de l'APAHF puissent être invités et participer à minima une fois par an au CSAL-FS.

- Un réseau WIFI devrait être mis en place en salle MOURET à la Direction (20 connexions) et en salle polyvalente à Terrasson (30 connexions). Dans cette dernière, un vidéoprojecteur fixe sera installé.

- Le nouveau réseau téléphonique (TOIP) devrait être installé à Terrasson durant l'été. Les dysfonctionnements sur les autres sites où il est déjà installé continuent de faire parler d'eux.

- Un bilan concernant les cellules d'accueil est sollicité pour le prochain CSAL

**Les représentants FO-DGFIP 43 : Stéphanie BENOIT, JérémY FOLL, Nathalie PORTAL, Karine VEYSSEYRE, Robert GAGNE (expert).**

---

Bulletin d'adhésion FO DGFIP 43 :

NOM : ..... Prénom : .....

Numéro DGFIP : .....

Poste : ..... Quotité de temps de travail : ..... (au 01/01/2023)

Grade : ..... Échelon (1) : ..... Indice (1) : .....

Montant de la cotisation 2023 : .....€

Payable en une fois (2) (chèque ci-joint à l'ordre de FO- DGFIP Haute-Loire)

Payable en plusieurs fois (2) (3) (chèques ci-joint)

À adresser à Robert GAGNE ou Karine VEYSSEYRE (Trésorerie Hospitalière à la DDFIP 17 rue des Moulins BP 351 43012 LE PUY EN VELAY)

(1) renseigner toutes les lignes

(2) rayer la mention inutile

(3) indiquer le nombre souhaité